

Repenser le développement durable

Les nouveaux objectifs de développement doivent être vraiment mondiaux, adaptés aux besoins de tous et réalistes dans l'attribution des responsabilités

Nemat Shafik



Nemat Shafik est Directrice générale adjointe du Fonds monétaire international.

ALORS que s'approche le délai de 2015 pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, on réfléchit beaucoup à un nouveau moyen de mesurer les progrès accomplis à l'échelle mondiale contre la faim, la maladie et la pauvreté. Ce nouveau projet doit refléter les aspirations de tous et résulter d'une vaste consultation. À mes yeux, il doit épouser une idée plus large du développement, qui concerne tous les pays, les riches comme les pauvres.

Le monde d'aujourd'hui est très différent de celui d'il y a quelques années. De nombreux pays ont une dette élevée qui pourrait freiner leurs dépenses pendant longtemps. Il faudra peut-être repenser les incitations et la réglementation dans le secteur financier, affiner les modèles de croissance existants pour créer suffisamment de nouveaux emplois et réviser le fonctionnement du système monétaire international.

Le plus urgent est de rétablir la confiance dans la reprise de l'économie mondiale. Après avoir été assez vigoureuse en 2011, la croissance mondiale a ralenti de nouveau, principalement à cause de l'incertitude qui persiste dans la zone euro et du risque d'une crise budgétaire aux États-Unis. Le rétablissement de la confiance dans les pays avancés doit aller de pair avec des mesures visant à réduire le chômage élevé et omniprésent ainsi que le manque de possibilités d'emplois convenables dans de nombreux pays, surtout en Europe et au Moyen-Orient. La crise de l'emploi est particulièrement vive pour les jeunes. Un rebond de la croissance sera le bienvenu, mais le rythme des créations d'emplois devra quand même s'accélérer très vite pour absorber les chômeurs existants et les jeunes qui entrent dans la vie active.

Parmi les autres enjeux figurent la mondialisation et sa gestion difficile, les défaillances

de l'action des pouvoirs publics et des marchés qui ont été mises en évidence par la crise et n'ont pas encore été corrigées, surtout dans le secteur financier, et des tendances à plus long terme telles que les disparités croissantes dans la distribution du revenu, le vieillissement des populations et leur croissance déséquilibrée, l'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale et les changements climatiques.

Il est encore plus urgent de trouver ensemble une solution à ces problèmes qu'au début du siècle, lorsque la communauté internationale a coopéré, dans le cadre de la campagne des objectifs du Millénaire des Nations Unies, pour combattre le fléau de la pauvreté, ainsi que la faim, la maladie et le manque d'opportunités qui l'accompagnent.

De nouveaux impératifs

Les objectifs du Millénaire pour le développement mettaient l'accent sur la nécessité de réduire la pauvreté absolue. S'il subsiste des écarts considérables par rapport aux objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire, le bilan est remarquable. N'oublions pas, par exemple, que l'incidence de la pauvreté extrême dans le monde a été réduite de moitié depuis 2000.

Mais la crise économique mondiale a constitué un frein important, et l'économie mondiale ne s'en est pas encore remise complètement. L'Europe reste aux prises avec sa crise de la dette, et le Japon et les États-Unis doivent aussi opérer une réforme budgétaire. La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord subit une transition historique : une transformation économique qui favorise une croissance élevée et équitable est d'une importance cruciale pour concrétiser les espoirs d'un avenir meilleur et plus démocratique. Il faut aussi veiller à ce que la hausse rapide des revenus dans les autres pays

émergents et les pays en développement se poursuive, mais de manière socialement et écologiquement durable.

• **L'inégalité des revenus a augmenté.** Au cours des dernières décennies, la croissance économique a atteint un niveau sans précédent, ce qui a rehaussé les niveaux de vie en moyenne. Mais, globalement, les riches en ont bien plus profité que les pauvres. Cette inégalité croissante engendre du mécontentement social et de l'instabilité politique.

• **Le chômage chronique et le sous-emploi généralisé sont montés en flèche.** Cinq ans après le début de la crise sur le marché hypothécaire américain, 200 millions de personnes dans le monde ne peuvent toujours pas trouver un emploi convenable, dont 75 millions de jeunes qui risquent de faire partie d'une génération perdue.

• **Les populations augmentent de manière inégale.** D'ici 2050, l'économie mondiale devra fournir des vivres et du travail à plus de 9 milliards de personnes, dont 85 % vivront dans ce qui est aujourd'hui le monde en développement.

• **Les changements climatiques s'aggravent.** La perte de biodiversité est considérable et le réchauffement planétaire se poursuit : les émissions de dioxyde de carbone atteignent des niveaux de concentration très inquiétants.

Des objectifs vraiment mondiaux

Tous ces problèmes sont liés et ne peuvent être résolus séparément. C'est pourquoi les objectifs de développement de l'après-2015 doivent aller au-delà de notre idée traditionnelle du développement, à savoir aider les pays moins développés à rattraper les pays plus avancés. Il faut aussi s'attaquer aux divers déséquilibres de l'économie mondiale, y compris leurs retombées qui finissent par toucher les populations pauvres et vulnérables partout dans le monde.

Ces nouveaux objectifs doivent être vraiment de portée mondiale, adaptés aux besoins de tous et réalistes dans l'attribution des responsabilités aux pays avancés, aux pays émergents et aux pays en développement. Préserver le bien-être des générations futures constitue une responsabilité conjointe de tous les membres de la communauté internationale, mais nous devons aussi en distribuer équitablement la charge, compte tenu des écarts de capacités considérables entre les pays.

Cette plus grande interconnectivité exige une meilleure coordination de l'action. Nous avons besoin d'une impulsion efficace à l'échelle mondiale, et ce rapidement. Avec leur caractère universel, les Nations Unies doivent continuer de jouer un rôle moteur dans la coopération internationale. Mais la coordination multilatérale doit devenir plus efficace. Nous ne pouvons pas nous permettre de nous perdre dans des discussions interminables pour n'en arriver qu'au plus petit dénominateur commun. Il nous faut adopter une démarche audacieuse mais réaliste, qui nous permet de passer rapidement des paroles aux actes.

Le rôle du FMI

Le FMI a joué un rôle important dans le redressement de l'économie mondiale après la crise et continue de coopérer avec ses 188 pays membres sur de nombreux fronts pour placer l'économie mondiale sur des bases plus saines. Des changements considérables ont eu lieu ces cinq dernières années, mais il reste beaucoup à faire :

• **Renforcer la stabilité mondiale.** Le FMI est mieux en mesure de suivre les interactions entre les pays et met davantage l'accent sur la stabilité de l'économie mondiale dans son ensemble. Un *nouveau dispositif* de surveillance économique permet d'analyser plus en profondeur les effets d'entraînement à l'échelle internationale. Le FMI a affiné son évaluation des politiques économiques des pays sous l'angle multilatéral. Il s'intéresse aussi davantage au secteur financier, qui est très important.

• **Aider les pays en période de récession.** Depuis le début de la crise économique mondiale, le FMI a prêté bien plus de 300 milliards de dollars à ses pays membres. Il a réformé ses *mécanismes de prêt* pour mieux répondre aux besoins variés de ses pays membres et a allégé les conditions dont ces prêts sont assortis. Étant donné le besoin d'aide financière des pays membres à faible revenu, le FMI a aussi quadruplé ses prêts concessionnels.

• **Mettre en place un pare-feu.** Pour satisfaire des besoins de financement qui ne cessent d'augmenter, le FMI a renforcé sensiblement sa *capacité de prêt* en obtenant auprès de ses pays membres des contributions de 461 milliards de dollars afin de relever ses ressources.

• **Rendre la croissance plus solidaire.** Selon des *études* du FMI, les pays où la distribution du revenu est plus équitable sont plus efficaces dans leur soutien à la croissance. Le FMI collabore avec l'Organisation internationale du travail pour formuler des *conseils* plus efficaces sur l'*emploi et le marché du travail*, ainsi qu'avec la Banque mondiale et d'autres organisations internationales pour aider les pays à renforcer leur protection sociale.

• **Adopter des mesures favorables à l'économie verte.** Par nos conseils, nous encourageons le passage à une *économie plus verte* en veillant à ce que les prix reflètent le coût intégral des effets secondaires néfastes pour l'environnement. Par exemple, le remplacement de subventions énergétiques coûteuses qui profitent principalement aux riches par une aide financière en faveur des pauvres peut dégager des ressources qui pourront être consacrées à des dépenses sociales et de développement et qui pourront servir à combattre les changements climatiques.

La priorité la plus urgente est de réagir collectivement face à l'essoufflement de la reprise mondiale. C'est un impératif étant donné la vulnérabilité qui existe à l'échelle mondiale dans un monde de plus en plus interconnecté, comme en témoignent les répercussions de la crise dans la zone euro et de la timide reprise aux États-Unis sur la confiance mondiale. La croissance dans les pays émergents ralentit; la hausse des prix alimentaires et la volatilité des cours des produits de base sont très préoccupantes pour les pays à faible revenu, et les frustrations montent au Moyen-Orient. On ne pourra influer sur ce nouveau tassement de la reprise mondiale qu'en coopérant.

La contribution la plus importante du FMI au développement durable consiste à promouvoir une gestion économique et financière saine. Il s'agit de jeter les bases d'une croissance économique qui crée des emplois, produit des ressources qui permettent de protéger les pauvres et l'environnement et, en fin de compte, conduit à la paix et à la stabilité. Nous sommes disposés à collaborer avec nos pays membres et les autres organisations internationales pour rehausser les objectifs de l'action à mener à l'échelle mondiale. ■